

FORUM PUBLIC 2014
POURQUOI LE COMMERCE NOUS CONCERNE TOUS
PROGRAMME PROVISOIRE

1^{ER} OCTOBRE 2014

10h00 – 12h00

DEBAT D'OUVERTURE
Pourquoi le commerce nous concerne tous
Salle CR

Discours liminaires

- Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU)
- Message vidéo de Michelle Bachelet, Présidente du Chili

Débat d'ouverture

Intervenants

Pourquoi le commerce nous concerne tous

- Roberto Azevêdo, Directeur général, Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
- Guy Ryder, Directeur général, Organisation Internationale du Travail (OIT)
- Robert Smith, Directeur de la r

12h15 – 13h00

Projecteur sur ...

La Librairie et la Bibliothèque de l'OMC présentent un livre et son auteur (Atrium)

Droit économique international au 21e siècle - Le pluralisme constitutionnel et la gouvernance multi-niveaux des biens publics interdépendants

*En identifiant les problèmes critiques en droit économique international, ce livre attire l'attention sur le rôle du droit constitutionnel et des droits humains et la nécessité de les considérer comme des sources de légitimation. **Auteur:** Ernst- Ulrich Petersmann, Professeur émérite de droit international et de droit européen à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie). **Intervenant:** Graham Cook, Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*

Regards du monde sur le commerce et l'investissement: nouvelle enquête Pew auprès de 44 Pays (Salle S1)

Dans son enquête de 2014 auprès de 48 000 personnes dans 44 pays, le Pew Research Center a recueilli l'avis du public sur le commerce: est-il bon pour le pays des personnes interrogées? Crée-t-il ou détruit-il des emplois? Fait-il augmenter ou baisser les salaires? Contribue-t-il à la hausse ou à la baisse des prix? Ainsi que son avis sur l'investissement étranger: les investissements de création de capacités sont-ils bons pour le pays? Les fusions-acquisitions étrangères sont-elles bonnes ou mauvaises? Bruce Stokes, Directeur du

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST2 Salle W	Groupe de la Banque mondiale	Améliorer la compétitivité du commerce en Afrique: mettre le commerce au service des plus pauvres

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST4 Salle E	Commission des droits de l'homme du Kenya (KHRC)	Afrique et emplois - La création d'emplois décents grâce au commerce et à la valeur ajoutée

Le continent africain est doté d'immenses ressources naturelles. Entre 2002 et 2012, les exportations de pétrole, de métaux et d'autres minéraux ont été à l'origine de plus des deux tiers de la croissance des exportations africaines; le pétrole brut a représenté à lui seul plus de 50% des exportations de marchandises du continent en 2012. Malgré l'augmentation de la part des exportations africaines sur le marché mondial, la contribution de l'Afrique au commerce mondial n'est encore que de 2,6%. Cela montre que l'Afrique n'est intégrée dans les chaînes de valeur mondiales qu'en tant que fournisseur de matières premières des pays développés. Alors que la population active du continent a augmenté de 91 millions de personnes au cours des 10 dernières années, seulement 37 millions d'emplois salariés ont été créés. Près de la moitié des Africains (48%) vivent dans l'extrême pauvreté; près des trois quarts des jeunes sont pauvres, 72% d'entre eux vivant avec moins de 2 dollars par jour; et le pourcentages, 72% d'asié des

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A1 Salle S2	Borderlex.eu Forum européen sur les services	Les services dans la ville – Comment le commerce des services contribue à la prospérité et à la qualité de la vie en milieu urbain Le monde s'urbanise rapidement. D'après les projections de l'ONU, 60% de la population mondiale vivra en zone urbaine à l'horizon 2030. La part de la population mondiale faisant partie de la "classe moyenne" – essentiellement urbaine – est en augmentation. L'urbanisation s'accompagne d'une augmentation de la part des services dans l'économie, car

		<p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Anka Schild, Senior Policy Advisor Trade and Foreign Economic Policies, Siemens AG • Fredrik Erixon, Director, European Centre for International Political Economy (ECIPE) • Margareta Drzeniek, Director and Lead Economist, Global Competitiveness and Benchmarking Network, World Economic Forum (WEF) • Sherry Stephenson, Senior Associate, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) <p><i>Modérateur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Iana Dreyer, Editor, Borderlex
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A2 Salle S3	Norwegian Trade Campaign	Accord sur les technologies de l'information (ATI) et biens environnementaux: nouvelles possibilités et nouveaux défis pour le développement durable Depuis quelque temps, le renforcement des capacités d'industrialisation nationales – ou la reconstitution des capacités manuf

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST5 Salle D	Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais (CIAL) Forum international de l'accréditation (IAF)	

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST6 Salle S3	Union interparlementaire (UIP) Parlement européen	<p>Le programme de l'après-Bali: quelle place pour un contrôle parlementaire?</p> <p>Les parlements sont responsables, par divers mécanismes institutionnels, du contrôle démocratique effectif du système commercial multilatéral incarné par l'OMC. Ils surveillent les négociations commerciales internationales et la mise en œuvre des engagements pris par les gouvernements. En tant que représentants des citoyens, les parlementaires sont bien placés pour écouter leurs préoccupations et leurs aspirations, et celles des entreprises et des autres parties prenantes, et pour les transmettre à l'OMC. Dans le même temps, les parlementaires doivent aussi veiller à ce que les bénéfices du commerce soient équitablement répartis et contribuent à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Alors que l'OMC avance dans l'élaboration du programme de travail de l'après Bali, il est nécessaire d'insuffler un nouvel élan à la dimension parlementaire de l'OMC. La séance sera l'occasion d'examiner différentes solutions politiques pour relever ce défi. Elle s'adresse avant tout aux parlementaires, mais elle est ouverte à tous les autres participants au Forum de l'OMC, sous réserve des places disponibles.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Ablassé Ouedraogo, Member of the National Assembly, Burkina Faso• Kil Jeong-woo, Member of the National Assembly, Republic of Korea• Bernd Lange, Member of the European Parliament, Chairman of the Committee on International Trade• Arancha González, Executive Director, International Trade Centre (ITC) Helmut Scholz, Member of the European Parliament <p><i>Modérateur</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Ravi Kanth Devarakonda, Inter Press Service correspondent in Geneva

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST7 Salle E	UNI Global Union Internationale des services publics (PSI)	<p>Pourquoi le projet d'accord sur le commerce des services (ACS) concerne tout le monde</p> <p>Plus de 50 gouvernements ont engagé des négociations sur un projet d'accord sur le commerce des services (ACS), en raison de l'impasse des discussions sur l'extension de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC. Les services sont le secteur qui connaît la plus forte croissance dans de nombreuses économies, et les règles régissant le commerce des services ont une incidence sur les décideurs, les organismes de réglementation et les services publics aux niveaux municipal, provincial et national. De nouvelles recherches montrent comment les consommateurs, les travailleurs et les utilisateurs des services publics seront affectés par les règlements en vertu desquels ils pourront à la fois fournir ces services et y accéder. Les disciplines qui pourraient figurer dans l'ACS modifieront les règles actuellement applicables au commerce des services et auront donc un impact sur les consommateurs, les travailleurs et les utilisateurs des services publics en ce qui concerne aussi bien la fourniture de services que l'accès aux services. Enfin, la réglementation des services a aussi une influence sur les objectifs mondiaux, tels que la stabilité financière mondiale, l'augmentation de la part des énergies durables dans les services énergétiques et les nouveaux Objectifs de développement durable, comme l'accès universel aux soins de santé, à l'éducation et à l'eau, qui seront tous affectés par les résultats des négociations sur le projet d'ACS.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Daniel Bertossa, Director Policy and Governance, Public Services International (PSI)• Myriam vander Stichele, Senior Researcher, Centre focheleTiTJ9.4rne

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST8 Salle S1	Croplife International Fédération internationale de l'industrie du médicament (IFPMA) Innovation Insights	Une Afrique innovante: points de vue du secteur privé Cette séance de travail présentera des exemples réussis de collaboration entre des entreprises mondiales et des partenaires africa

		<ul style="list-style-type: none"> • Agbokponto Soglo Bienvenu, Senior Manager, Government Affairs, Qualcomm • Ouattara Zanga Mamadou, General Secretary, National Union of Cotton Producers (UNPCB), Burkina Faso <p><i>Modérateur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Stuart Harbinson, Independent Senior International Trade Policy Consultant
--	--	--

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST10 Salle W	Chambre de commerce internationale (CCI)	<p data-bbox="882 357 2033 416">Programme de l'ICC pour le commerce mondial: priorités des entreprises pour l'après-Bali</p> <p data-bbox="882 456 2063 871">Les entreprises – petites, moyennes ou grandes – produisent des biens et des services qui sont vendus quotidiennement à travers le monde. La technologie, notamment grâce à Internet, permet à de nouvelles entreprises d'accéder au marché mondial. L'une des difficultés rencontrées par les entreprises dans une économie mondiale de plus en plus intégrée est l'absence de règles mondiales ou leur inadéquation dans de nombreux domaines essentiels. L'OMC a un rôle crucial à jouer dans l'élargissement et la modernisation des règles internationales régissant le commerce et l'investissement pour instaurer un système multilatéral du XXI^e siècle fondé sur des règles et générateur de croissance et d'emplois. Cette séance de travail sera l'occasion d'un débat dirigé sur les priorités des entreprises après Bali dans le cadre du programme de l'ICC pour le commerce mondial, afin d'élaborer des règles mondiales qui permettent aux gouvernements et aux entreprises de faire en sorte que le commerce et l'investissement contribuent au mieux à la croissance économique et à la création d'emplois.</p> <p data-bbox="882 906 1039 935"><i>Intervenants</i></p> <ul data-bbox="882 975 2018 1034" style="list-style-type: none">• James Bacchus, Chair, ICC Commission on Trade and Investment Policy; Chair, Global Practice Group, Greenburg Traurig; form

1^{ER} OCTOBRE 2014

		<ul style="list-style-type: none">• Michael Kende, Chief Economist, Internet Society (ISOC)
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
-----------------------	------------------------	-----------------------------

ST12
Salle E

Chevez Ruiz Zamarripa

L'ALENA, 20 ans après – Création d'emplois et avantages pour les consommateurs en Amérique du Nord

En 20 ans, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a procuré des bénéfices considérables aux pays en développement et aux pays développés qui l'ont signé.

La séance permettra d'examiner comment l'ALENA a contribué à la création d'emplois et à la réorientation de l'emploi et comment les consommateurs ont bénéficié de la libéralisation du commerce des biens et des services. Des représentants des secteurs sur lesquels l'ALENA a eu un impact, positif ou négatif, feront part de leur expérience des 20 années d'application de l'Accord. Le panel multidisciplinaire analysera aussi l'influence que l'ALENA a eue sur le système commercial multilatéral depuis la création de l'OMC, qui atteint elle aussi le cap des 20 ans.

Enfin, les participants analyseront les lacunes de l'ALENA, accord du XXe siècle, et se demanderont s'il est nécessaire de l'actualiser pour l'adapter aux défis présents et futurs, et s'il est possible de le faire en négociant des traités de nouvelle génération tels que le Partenariat transpacifique (PTP).

Intervenants

- Fernando de Mateo y Venturini, Ambassador and Permanent representative of Mexico to the World Trade Organization (WTO)
-

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A3 Salle S3	Division de la recherche économique et des statistiques de l'OMC	<p>Pourquoi le financement du commerce est-il important ou comment le crédit commercial facilite les échanges: quelques exemples concrets</p> <p>Le commerce aurait du mal à exister sans financement: 60 à 80% des transactions commerciales nécessitent un crédit ou une garantie financière. Chaque jour, les banques multilatérales de développement, les organismes de crédit à l'exportation et les banques financent des milliards de transactions qui constituent le commerce au quotidien. Les lieux où se tiennent traditionnellement des foires commerciales ou des foires internationales, de Singapour à Genève, en passant par New York ou même le détroit de Malacca, rassemblent des banquiers, des transporteurs et des commerçants, qui sont les acteurs clés du commerce. Les professionnels du financement du commerce ont de nombreuses anecdotes sur la façon dont ils contribuent à faire du commerce et des emplois une réalité, y compris dans les endroits les plus difficiles du monde. En ce qui concerne, par exemple, le financement des produits de base, les banques qui endossent les lettres de crédit ont un contrôle sur la marchandise et contribuent concrètement à son acheminement depuis le vendeur jusqu'à l'acheteur. Les institutions multilatérales sont souvent les garants en dernier ressort du risque de paiement.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Naomi Chakwin, Representative, European Representative Office, Asian Development Bank• Lamin Drammeh, Principal Trade Banker, Trade Finance Facilitation Program, African Development Bank• Susanne Kavelaar, Trade and Supply Chain officer, Trade and Supply Chain Program, IFC, World Bank Group• Jean-François Lambert, Managing Director, Global Head Commodity and Structured Trade Finance, HSBC Bank Plc•

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A4 Salle S2	Africa Youth Growth Foundation	Amélioration des relations commerciales entr

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

Séance et lieu

Organisateur(s)

Titre et description

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A6 Salle W	Center for Global Development	<p>En quoi les politiques commerciales de l'Europe et des États-Unis sont-elles importantes pour les pays en développement?</p> <p>Les politiques des pays riches ont un impact considérable sur les perspectives commerciales des pays en développement et leurs citoyens. La question de l'impact des politiques commerciales des pays industrialisés sur les pays africains et sur leur population est particulièrement importante au moment où les États Unis et l'UE négocient un accord commercial bilatéral qui pourrait désavantager encore plus les pays africains et les autres pays en développement. L'indice d'engagement pour le développement mesure l'ouverture des pays riches au commerce avec les pays en développement (entre autres domaines d'action). Il indique que les pays riches n'ont pas réduit leurs restrictions au commerce des pays en développement au cours des 10 dernières années et que l'OMC joue un rôle clé dans l'élimination de ces obstacles. L'objectif de l'atelier est d'amener les experts à examiner les faits et à identifier des mesures pour promouvoir le commerce de l'Europe et des États Unis avec les pays en développement. Les participants examineront aussi les incidences potentielles du PTCl et formuleront des recommandations pour que les négociations en cours ne négligent pas les conséquences importantes pour les pays en développement.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Owen Barder, Senior Fellow and Director for Europe, Center for Global Development• Simon Evenett, Professor, University of St. Gallen• Patrick Messerlin, Director of Groupe d'Economie Mondiale, Sciences Po

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

19h15 – 21h15
Reception

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST13 Salle W	Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD)	<p>Quand tout le monde peut faire du commerce avec tout le monde</p> <p>Les petites entreprises et les individus participent de plus en plus au commerce mondial en échangeant directement entre eux ou par l'intermédiaire de grandes entreprises à travers les chaînes d'approvisionnement mondiales. Basé sur le commerce électronique et les plates formes de commerce des services, ce nouveau modèle dépend aussi des aspects traditionnels du commerce international comme le transport et la logistique. L'émergence de micro, petits et moyens commerçants et l'apparition de nouveaux marchés seront examinées au cours de la séance. Quels sont leurs conséquences pour les politiques de l'emploi et de la main d'œuvre? Quels règles commerciales favorisent ou d'entravent ces relations émergentes? Quels sont les implications de ce nouveau modèle commercial pour les responsables politiques pour modifier la valeur du commerce dans la politique intérieure?</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Sherry M. Stephenson, Senior Associate, International Centre for Trade and Sustainable Development, (ICTSD) • Marcelo Olarreaga, Professor of Economics at the University of Geneva and Research Fellow at the Centre for Economic Policy Research (CEPR) • Kjetil Olsen, Vice President, International Elance oDesk • José Manuel Salazar-Xirinachs, Assistant Director General for Policy, International Labour Organization (ILO) • Harsha V. Singh, Senior Associate, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) <p><i>Modérateur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Andrew Crosby, Managing Director, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST14 Salle S1	Institute of Developing Economies-Japan External Trade Organization (IDE-JETRO)	De la tragédie de l'usine de confection au

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST15 Salle D	Chaire de l'OMC	Implications de la Zone de libre-échange pilote de Chine (Shanghai) pour le commerce mondial et les possibilités d'emploi La réforme engagée en Chine dans la zone franche pilote de Shanghai est un processus graduel, et l'on se demande encore dans quelle mesure la Chine ouvrira son marché (notamment pour le commerce des services, l'in

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST16 Salle S2	International Chamber of Commerce UK (ICC UK)	<p>Le commerce des ressources naturelles – Comprendre la dynamique, libérer le potentiel</p> <p>Les ressources naturelles occupent une place importante et croissante dans le commerce mondial et, si elles sont bien gérées, elles peuvent fournir une variété de produits qui contribuent grandement à la qualité de la vie.</p> <p>Le commerce des produits de base est l'une des plus anciennes formes d'activité économique. Pourtant, malgré son rôle central dans la vie quotidienne – des aliments que nous consommons à l'énergie que nous utilisons pour éclairer nos habitations –, il est souvent très mal compris et fait l'objet de controverses depuis quelque temps.</p> <p>Cette séance tentera de démystifier la nature du commerce mondial des produits de base, en examinant à la fois sa contribution au bien-être économique et social et les techniques et procédés utilisés par les entreprises qui y participent. Les intervenants exposeront leur point de vue sur certains des problèmes de politique publique qui se posent en période de rareté des ressources et de volatilité des prix et ils examineront les instruments multilatéraux qui pourraient être employés pour mieux tirer parti du commerce des ressources naturelles.</p>

2 OCTOBRE 2014

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
-----------------------	------------------------	-----------------------------

ST20
Salle D

Centre de consultation sur
les affaires de l'OMC de
Shanghai (SCCWTO)
Université Fudan

Commerce et emploi – Le processus de développement de la Chine

Depuis l'"âge d'or" du début des années 1980, qui a marqué le début des réformes et de l'ouverture, la Chine a connu des changements considérables et s'est engagée sur la voie de la régénérescence nationale.

Que s'est-il passé sur le marché du travail chinois? Comment le commerce influence-t-il sur l'emploi en Chine? Quels changements la mondialisation apporte-t-elle aux programmes de protection sociale et de sécurité sociale? Quelles réformes sont possibles dans l'avenir? Avons-nous tiré les leçons de l'expérience des politiques publiques visant à promouvoir l'emploi?

Mme Marion Jansen, Économiste en chef au Centre du commerce international, et M. Pierre Concialdi, de l'Institut de recherches économiques et sociales (France), ainsi que 2 chercheurs de l'Université Fudan de Shanghai, Mme Jin Feng, spécialiste des questions de sécurité sociale, d'économie du travail et d'économie de la santé, et M. Hua Lu, spécialiste des politiques financières visant à promouvoir l'emploi pendant la mondialisation, examineront ces questions à la lumière de leurs connaissances et de leur expérience.

Intervenants

- Marion Jansen, Chief Economist, International Trade Centre (ITC); former Counsellor, Economic Research and Statistics Division, World Trade Organization (WTO)
- Pierre Concialdi, Researcher, Research Institute of Economics

€

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu

		<ul style="list-style-type: none"> • Fritz Glauser, Vice President, Swiss Farmers Union (SFU) • Dino Sozzi, Head Technical Africa / Middle East, Syngenta • Luis Miguel Etchevehere, World Farmers' Organization (WFO) Board Member, Argentinian Farmers • Isolda Agazzi, Alliance Sud, Senior Advisor Trade and Development • Ron Bonnett, World Farmers' Organization (WFO) Board Member, Canadian Farmers
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

		<ul style="list-style-type: none">Norine Kennedy, Vice President, Strategic International Engagement, Energy & Environment, US Council for International Business (USCIB)
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A11 Salle B	Information Technology Industry Council (ITI) DIGITALEUROPE	<p>L'emploi et la croissance grâce à une meilleure intégration dans l'économie numérique mondiale</p> <p>Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a eu un impact sans équivalent sur le commerce mondial. La chaîne d'approvisionnement mondiale complexe existant dans ce secteur a contribué à l'intégration de nouveaux acteurs en utilisant des composants à valeur ajoutée provenant de différents pays, ce qui a entraîné une croissance sans précédent dans de nombreuses économies. Mais la valeur liée au caractère mondial et interconnecté de l'industrie des TIC n'est plus limitée à la fabrication de matériel: les produits et services numériques sont maintenant un élément essentiel du commerce mondial. Le commerce des produits et services numériques crée de nouvelles possibilités de diversification et de croissance dans le secteur des TIC – des plates formes de commerce électronique à l'animation et au développement de logiciels – qui permettent aux pays de trouver de nouvelles niches dans les chaînes d'approvisionnement et de valeur mondiales. L'évolution vers l'économie du savoir et le commerce des produits et services numériques peut créer de nouvelles possibilités de croissance du commerce et de l'emploi dans le secteur des TIC. Les intervenants examineront comment le commerce du matériel informatique et des produits et services numériques peut créer des emplois et de la prospérité par le biais des mécanismes commerciaux traditionnels et nouveaux.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ashutosh Chadha, Corporate Affairs Manager, Intel • Caroline King, Director, International Government Relations, SAP • Patrice Chazerand, Director, DIGITALEUROPE • David Weller, Head of Global Trade Policy, Google John Neuffer, Senior Vice President, Information Technology Industry Council (ITI)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
-----------------------	------------------------	-----------------------------

ST23
Salle D

Secrétariat de la Charte de
l'énergie

Le commerce des biens environnementaux comme catalyseur de la mise en œuvre de l'initiative Énergie durable pour tous en Afrique

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période 2014-2024 Décennie de l'énergie durable pour tous. En ce qui concerne l'Afrique, cette initiative affirme que les économies réalisées grâce à l'efficacité énergétique pourraient permettre de fournir des services énergétiques modernes à ceux qui n'en disposent pas.

En janvier 2014 à Davos, les principaux Membres de l'OMC se sont engagés à favoriser le libre échange des biens environnementaux. Aucun pays africain ne s'est encore associé à cette initiative.

Le Traité relatif à la Charte de l'énergie (TCE) est un instrument multilatéral intergouvernemental spécifique au secteur de l'énergie. Il contient des dispositions spéciales permettant d'instaurer un statu quo tarifaire contraignant, en complément des dispositions de l'OMC. La Charte de l'énergie vise à faire connaître l'initiative de Davos parmi ses membres et au-delà, y compris dans les pays africains.

La Charte de l'énergie et les signataires de la déclaration de Davos, de concert avec le Conseil mondial de l'énergie, l'ICTSD, l'ONUDI et les ONG africaines, démontreront que l'élimination des obstacles au commerce des biens environnementaux contribue au développement durable et à l'amélioration de la vie quotidienne des Africains.

Intervenants

- Steivan Defilla, Director, Energy Charter Secretariat
- Mahesh Sugathan, Senior Research Fellow, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)
- Ludivine Tamiotti, Counsellor, Trade and Environment Division, World Trade Organization (WTO), Geneva
- Pradeep Monga, Director, Energy and Climate Change, United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)
- Monika Hencsey, Head of Unit, Trade and Sustainable Development, Directorate General for Trade, European Commission
- Nicolas Mukumo Mushumbi, Assistant Technique chargé de Terrain, PIDP
- Orit Frenkel, Senior Manager, General Electr

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST24 Salle S3	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD)	<p>Cohérence dans le cadre d'un programme de développement pour l'après-2015</p> <p>Les États membres de l'ONU élaborent actuellement à New York un nouveau programme mondial de développement, comprenant un ensemble universel d'Objectifs de développement durable (ODD) destiné à remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), bientôt révolus. Le débat est toujours axé sur la nécessité d'assurer une cohérence entre les nouveaux ODD, les autres cadres de politique publique et les contributions du secteur privé au développement durable.</p> <p>Les discussions devant passer du Groupe de travail à l'Assemblée générale à l'automne 2014, cette séance donnera aux spécialistes de la politique commerciale réunis à Genève un aperçu du fonds et du processus des discussions menées à New York. Les intervenants présenteront une synthèse à jour des débats et examineront les relations entre le projet d'ODD, le cadre des règles commerciales mondiales et les efforts du secteur privé en matière de développement durable.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Guillermo Valles Galmés, Director, International Trade in Goods, Services and Commodities Division, United Nations Conference on Trade And Development (UNCTAD) • Friedrich Soltau, Sustainable Development Officer in the Division for Sustainable Development, United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA) • Ricardo Meléndez-Ortiz, Chief Executive, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) • Lara Birkes, Director, Global Policy and Strategic Partnerships, World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST26 Salle W	African Centre for Technology Studies (ACTS)	L'avenir commercial de l'Afrique après 2015 – Analyse empirique de cinq scénarios: permutations et impacts possibles de Doha, des APE, de l'AGOA, et des accords commerciaux Chine-Afrique et Sud-Sud sur le développement de l'Afrique La séance de travail a pour objectif d'examiner les analyses empiriques de l'effet possible des changements dans la conception et la portée juridiques et économiques des accords commerciaux entre l'Afrique et l'UE, l'Afrique et les États Unis et l'Afrique et la Chine, le Cycle du développement de Doha et les ALE Sud Sud impliquant l'Afrique (y compris les accords commerciaux régionaux (ACR) entre pays af

		<ul style="list-style-type: none">• Cosmas Milton Obote Ochieng, Executive Director, African Centre for Technology Studies (ACTS)• Rapson Wanjala, Trade and Economic Attaché, Permanent Mission of Kenya to the UN in Geneva
--	--	--

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
-----------------------	------------------------	-----------------------------

A14
Salle S1

Council on Economic Policies
(CEP)

Au service de qui? Effets sur l'emploi de la réforme du commerce des services dans la région MOAN et en Afrique subsaharienne

Cette séance de travail sera consacrée à l'examen des effets sur l'emploi de la réforme du commerce des services dans les pays en développement, en particulier dans la région MOAN et en Afrique subsaharienne. Les initiatives visant à inclure des dispositions relatives aux services dans les négociations commerciales sont un phénomène relativement nouveau, souvent inspiré par le désir d'améliorer l'efficacité du secteur, de stimuler plus largement l'activité économique et de créer des emplois. Néanmoins, les données concernant les effets sur l'emploi de la réforme du commerce des services sont actuellement moins nombreuses et moins probantes que celles qui concernent le secteur manufacturier. Les intervenants fourniront des renseignements tirés de leurs domaines de compétence respectifs pour évaluer les données actuelles sur les effets des réformes sur l'emploi, afin de poser des bases solides pour l'évaluation de l'impact potentiel des initiatives dans la région.

Intervenants

- Ejaz Ghani, Lead Economist in Economic Policy and Debt, Poverty Reduction and Economic Management (PREM)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST28 Salle S1	ACP, Bureau de Genève Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)	Les chaînes de valeur mondiales et régionales en Afrique: définir des approches stratégiques afin de créer de nouvelles possibilités commerciales pour le continent Depuis quelques années, les chaînes de valeur mondiales sont au cœur de la politique

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST29 Salle S2	World Trade Centre Mumbai All India Association of Industries (AIAI)	<p>Promouvoir les compétences et l'emploi par la libéralisation du commerce dans les économies en développement</p> <p>Le commerce et les marchés du travail sont de plus en plus imbriqués. Le commerce a une forte propension à créer des emplois et il renforce les capacités économiques des pays. Il favorise la croissance et la création d'emplois décents améliorant les moyens d'existence des gens. Cela est particulièrement vrai dans les économies en développement, où le développement des communautés urbaines et rurales est de plus en plus une priorité au niveau national et dans la poursuite des objectifs économiques internationaux.</p> <p>Au cours des 30 dernières années, la structure du commerce a été profondément modifiée. La libéralisation des échanges a eu un impact considérable sur la croissance économique des pays en développement, créant de très nombreux emplois. Malgré les avantages du commerce pour le marché du travail, on constate souvent que les efforts faits par les pays en développement pour traduire l'ouverture commerciale en une croissance à long terme sont contrecarrés par des taux élevés d'emploi informel et de main d'œuvre non qualifiée. Un commerce bien conçu et une main d'œuvre qualifiée peuvent se compléter pour favoriser le développement durable et la prospérité dans les pays en développement. Les gouvernements qui appliquent des programmes de formation bien ciblés réussissent mieux à améliorer les conditions du marché du travail, ce qui contribue à la prospérité économique et au bien être social.</p> <p>Cette séance, organisée autour du sous thème "Le commerce et l'emploi", examinera l'interaction des divers facteurs liés aux qualifications, au commerce et à la création d'emplois dans les économies en transition et dans les économies émergentes. Le sujet sera traité dans le contexte de l'impact de la libéralisation des échanges sur ces économies.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Azita Berar Awad, Director, Employment Policy Department, International Labour Organization (ILO)• Ken Ash, Director for Trade and Agriculture, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)• Ricardo Melendez-Ortiz, Chief Executive Officer, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)• Joseph Francois, Professor of Economics, World Trade Institute, Deputy Director of the

		<p>NCCR Trade Regulation, World Trade Institute, University of Bern</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rajesh Aggarwal, Director, Division of Business & Institutional Support and Chief, Business & Trade Facilitation Section, International Trade Centre (ITC) <p><i>Modérateur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Vijay Kalantri, Vice chairman, World Trade Centre Mumbai, Director – WTCA Board, New York, President, All India Association of Industries Mumbai
--	--	--

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST30 Salle S3	Groupe d'Évian	Commerce, innovation et emploi: faire face aux perturbations Le commerce international peut jouer un rôle important en créant des emplois, en favorisant les hausses de salaires et en améliorant les conditions de travail. Mais ces avantages ne sont pas automatiques, et la réaffectation des ressources associée au commerce international peut causer des perturbations économiques, y compris un chômage transitoire. Comme l'a fait

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST31 Salle E	International Trade Union Confederation (ITUC)	

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
<p>ST32 Salle D</p>	<p>Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)</p>	<p>Commerce et emploi: entre mythes et réalités</p> <p>De nombreuses personnes pensent que le commerce détruit des emplois, aggrave les inégalités, fait baisser les revenus et conduit à un "nivellement par le bas" des conditions de travail. Or, les données qui montrent le contraire sont nombreuses. Les participants examineront ces données en s'appuyant sur les travaux de l'OCDE et d'autres organisations internationales participant au projet ICITE (Initiative de collaboration internationale sur le commerce et l'emploi), complétés par de nouvelles données provenant des travaux conjoints de l'OCDE et de l'OMC sur le commerce en valeur ajoutée et de l'enquête en cours sur les incidences des chaînes de valeur mondiales sur les qualifications professionnelles et les revenus, y compris les inégalités. Les participants se demanderont aussi pourquoi les "mauvaises nouvelles" font toujours les gros titres et comment communiquer plus efficacement les données de plus en plus nombreuses relatives aux effets positifs du commerce sur l'emploi et les revenus, pour que le discours public sur ces questions soit plus fondé sur les faits.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Carmel Cahill, Senior Counsellor, Trade and Agriculture Directorate, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) • Roland Schneider, Senior Policy Adviser, Trade Union Advisory Committee to the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) • Przemyslaw Kowalski, Senior Trade Policy Analyst, Trade and Agriculture Directorate, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) • John Neuffer, Senior Vice-President for Global Policy, the Information Technology Industry Council (ITI) <p>Marc Bachetta, Senior Economist, World Trade Organization (WTO)</p> <p><i>Modérateur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Shawn Donnan, World Trade Editor at the Financial Times

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A15 Salle W	Foreign Trade Association (FTA) EuroCommerce	<p>Les chaînes de valeur mondiales: quelle empreinte économique dans les pays fournisseurs?</p> <p>Il est largement admis que le commerce joue un rôle essentiel dans la création de prospérité et d'emplois et comme moteur du développement économique et social. Il ne fait guère de doute que le résultat net des échanges commerciaux est positif, mais des critiques s'élèvent régulièrement au sujet de la répartition des coûts et des avantages le long de la chaîne de valeur. Les participants à cette séance examineront les avantages du commerce du point de vue du pays qui produit des biens de consommation pour les marchés occidentaux. Quelle valeur ajoutée le commerce international des biens de consommation apporte aux pays en développement, à leurs entreprises et à leur population?</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Nguyen Trung Thanh, Ambassador of Viet Nam to the United Nations and World Trade Organization (WTO)• Hubert Escaith, Chief Statistician, World Trade Organization (WTO)• Joerg Hofstetter, University of St. Gallen• <i>Autres intervenants à confirmer</i>

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A16 Salle B	Vredeseilanden (VECO) Unilever/Oxfam International Center for Tropical Agriculture (CIAT) Center for Development Innovation (CDI) Durabilis	Bâtir des relations commerciales inclusives, relier les petits producteurs aux marchés modernes: Comment construire des ponts et créer une situation gagnant-gagnant? Le commerce peut contribuer au Le grce pe

3 OCTOBRE 2014

11h00 - 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST33 Salle W	Réseau des Organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	Le commerce et l'Afrique: assurer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne Dans de nombreux pays africains, l'agriculture est en crise– et il y a aussi une crise de la pauvreté, de l'emploi et de la production vivrière. Bon nombre de ces pays sont devenus de plus en plus tributaires des importations de produits alimentaires au cours des 20 ou 30 dernières années et perdent pr

3 OCTOBRE 2014

11h00 - 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST34 Salle S1	TradeMark East Africa (TMEA)	<p data-bbox="882 357 2033 416">Un guichet unique électronique au Rwanda: un outil efficace pour réduire les coûts du commerce pour le gouvernement, le secteur privé et les consommateurs</p> <p data-bbox="882 456 2056 871">Chaque jour de notre vie, nous consommons des produits fabriqués localement ou importés de l'étranger. Le dédouanement de ces produits est un processus complexe qui fait intervenir une multitude d'organismes dans les pays et à la frontière. Certains de ces organismes effectuent leurs opérations manuellement, sur papier. Les commerçants sont donc obligés de faire de nombreuses démarches auprès d'organismes multiples ce qui a un coût élevé et rend les produits des PMA moins compétitifs. Pour remédier à ce problème, les gouvernements recourent à la technologie, comme les guichets uniques électroniques, qui permettent aux commerçants de présenter par voie électronique tous les documents d'importation, d'exportation et de transit exigés par les organismes de réglementation, au lieu de devoir soumettre les mêmes renseignements plusieurs fois à différentes entités publiques. Les participants à cette séance examineront comment cette initiative profite à tous ceux qui participent à la chaîne d'approvisionnement, y compris les organismes publics, les transitaires, les grands importateurs ou les consommateurs finals.</p> <p data-bbox="882 908 1039 932"><i>Intervenants</i></p> <ul data-bbox="882 975 1592 1035" style="list-style-type: none"><li data-bbox="882 975 1592 999">• Frank Matsaert, CEO, TradeMark East Africa (TMEA)<li data-bbox="882 1007 1536 1035">• 4nD0 dapvIR8friTc.002te nCCT5(i)x(anda)T12 d3A

3 OCTOBRE 2014

11h00 - 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST35 Salle E	<p>Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</p> <p>Organisation mondiale des agriculteurs (OMA)</p>	<p>L'accès des agriculteurs au commerce</p> <p>Le seul moyen d'assurer à 100% l'accès à une alimentation adéquate au niveau mondial est d'accroître la productivité des agriculteurs de toute taille, petits, moyens ou grands. Cela ne peut se faire qu'en mettant en place des marchés ouverts qui fonctionnent bien et en élaborant des politiques commerciales à tous les niveaux qui empêchent la volatilité excessive des prix des produits alimentaires. Chaque jour, les agriculteurs sont confrontés à des difficultés dues à l'équilibre instable entre l'offre et la demande de produits agricoles au niveau international. Cette situation influe constamment sur les décisions de production, sur les marchés accessibles et les conditions d'accès, et sur les décisions de gestion des diverses formes de risques. Il est donc impératif d'adapter les politiques et les cadres réglementaires relatifs au commerce pour tenir compte des besoins de tous les acteurs concernés. Dans ce contexte, les agriculteurs sont à la fois des clients et des vendeurs et, pour garantir leur présence active dans les systèmes économiques, il faut établir des conditions qui leur assurent la stabilité.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ron Bonnett, World Farmers' Organization (WFO) Board member; North America, President of the Canadian Farmers' Association, Canada • Raul Roccatagliata, World Farmers' Organization (WFO) Expert on Trade, Sociedad Rural Argentina, Argentina • Ekaterina Krivonos, Trade Expert, Food and Agriculture Organization (FAO) <p><i>Modérateur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Marco Marzano de Marinis, Executive Director, World Farmers' Organization (WFO)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

11h00 - 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST36 Salle D	Geneva Group of Lusophone Countries	Vers un système commercial plus inclusif – coopération pour le commerce et le développement entre les pays lusophones: le renforcement des capacités pour la facilitation des échanges

Cette séance de travail, intitulée "Vers un système commercial plus inclusif – coopération pour le commerce et le développement entre les pays lusophones: le renforcement des capacités pour la facilitation des échanges dans le scénario de l'après Bali", sera ouverte par des experts au niveau politique, qui présenteront le thème et en souligneront l'importance. Un deuxième groupe d'experts examinera les relations commerciales entre les pays de langue portugaise et les différents défis auxquels ils sont confrontés. Un troisième groupe présentera l'expérience concrète de la coopération dans le domaine de la gestion douanière comme exemple réussi

3 OCTOBRE 2014

11h00 – 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST37 Salle B	Comité européen de liaison du commerce agroalimentaire (CELCAA)	Un meilleur marché pour les consommateurs grâce au commerce La séance de travail du CELCAA sera consacrée à l'examen du rôle du commerce agroalimentaire par rapport aux besoins et aux attentes des consommateurs. Les commerçants jouent un rôle crucial sur le marché, car ils relient les producteurs et les

13h15 – 14h00

Projecteur sur ...

La Librairie et la Bibliothèque de l'OMC présentent un livre et son auteur (Atrium)

Réglementation intérieure de l'OMC et commerce des services: mettre les principes en pratique.

*En présentant des analyses et des études de cas sur les expériences spécifiques des réglementations des principaux secteurs de service, ce livre traite de leur importance et de leur portée dans les principes juridiques de l'OMC. **Auteur:** Aik Hoe Lim (ed), Conseiller à la division de Division du commerce des services à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). **Intervenants:** Peter Morrison et Ruosi Zhang, Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST38 Salle F	Christian Aid/Bila-Isia Inogwabini	Après le commerce plutôt que l'aide, l'Aide pour le commerce: trouver des solutions durables pour les pays en développement Le commerce a été encouragé, à juste titre, comme un moyen de réduire la pauvreté, l'argument étant que des dizaines d'années d'aide n'ont pas fait reculer la pauvreté dans de nombreuses parties du monde. Mais il apparaît que, pour que le commerce réduise la pauvreté, il faut aider certains groupes de la population à atteindre un seuil de viabilité et de durabilité. La question la plus importante est de savoir quel type d'aide est nécessaire pour accroître la capacité des populations à faire du commerce. J'évoquerai les raisons pour lesquelles l'aide n'a pas apporté les changements escomptés pour jeter les bases d'une réflexion sur les moyens de faire en sorte que

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST40 Salle B	DS Avocats	<p>Élargir les possibilités commerciales pour les États africains francophones grâce à la facilitation des échanges (à la lumière de l'Accord de Bali)</p> <p>Cet atelier se déroulera en français et aura pour objet l'examen des outils existants mis à la disposition des acteurs du commerce international et permettant la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Il permettra le cas échéant de faire des recommandations en vue de la création de nouveaux outils. L'Accord sur la facilitation des échanges est la prolongation du cadre SAFE de l'OMD lancé voilà 10 ans. Mais il est beaucoup plus large et surtout contraignant.</p> <p>L'atelier aura vocation à aborder les divers volets qu'il recouvre et de montrer les deux visages de la facilitation, en "plein" (la promotion des aides au commerce) et en "creux" (la suppression des obstacles au commerce).</p> <p>En présence d'acteurs clés de la chaîne logistique internationale, de spécialistes publics et privés du droit douanier et des échanges, il abordera les questions douanières relevant de la facilitation (les décisions anticipées, les procédures d'examen, les redevances et cotisations, les procédures de mainlevée incluant le dédouanement, la gestion des risques et la sécurité, l'origine des marchandises, la valeur en douane, etc.) mais également les questions non spécifiquement douanières (rôle des opérateurs agréés et courtiers, normes, contrôles sanitaires, droits de propriété intellectuelle, etc.) sans oublier la question cruciale de la résolution des litiges douaniers et notamment de l'avenir de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition.</p> <p><i>Intervenants</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Stéphanie Noel, Correspondent, DS Avocats, Geneva• Jean-Marie Salva, Associate Lawyer, Brussels and Paris <p><i>Modérateur</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Vincent Routhier, Associate, DS Avocats, Montreal

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST41 Salle S1	South African Institute for International Affairs (SAIIA)	

3 OCTOBRE 2014

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

Séance et lieu

Organisateur(s)

Titre et description

		<ul style="list-style-type: none"> • Borivone Phafong, Head of the Garment Centre, Laos • Malani Simukoko, Project Manager SNV-Netherlands, Zambia • Kenneth Chisenga , Mpongwe Beekeeping enterprises, Zambia • Osman al-Jalal, honey producer , Yemen • Mohammed Humaid , EIF National Coordinator, Yemen <p><i>Modérateur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ratnakar Adhikari, Executive Director, Enhanced Integrated Framework (EIF)
--	--	--

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A19 Salle S2	Universidade Regional de Blumenau	<p>La perte de compétitivité d'un secteur n'est pas synonyme de perte d'emplois. La mobilité de l'emploi dans le secteur du commerce dans l'État de Santa Catarina, au Brésil. Un exemple dans la ville de Blumenau</p> <p>Blumenau est le plus gros complexe textile du Brésil. Il y a 10 ou 20 ans, il était reconnu comme un fournisseur fiable de vêtements et de linge de lit. Quand l'avantage comparatif du Brésil s'est détérioré et que le secteur est devenu moins compétitif, le gouvernement de Santa Catarina a adopté une politique fiscale visant à amener les entreprises commerciales dans le giron de l'État, à stimuler les importations et à créer des emplois de niveau intermédiaire et supérieur dans le secteur du commerce extérieur. La ville de Blumenau, siège de nombreuses sociétés d'exportation, a ajouté des entreprises d'importation à sa liste d'employeurs. Même les entreprises manufacturières ont bénéficié de cette évolution. Hering, la marque de vêtements la plus connue au Brésil, a mis en place un département d'importation qui a créé plus d'emplois pour les professionnels du commerce international que le département d'exportation.</p> <p><i>Intervenant</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Germano Gehrke, Lecturer in International Trade, Department of Social and Applied Sciences

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

Séance et lieu

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST46 Salle S3	African Innovation Research and Training (Open AIR) Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) European Patent Office (EPO)	Rôle de l'innovation, de la propriété intellectuelle et des secteurs informels dans le développement de l'Afrique Dans la majorité des pays africains, l'économie informelle reste prédominante. La plupart des pays africains font partie des PMA, dispensés jusqu'en 2021 de la plupart des obligations inscrites dans l'Accord sur les ADPIC. Plusieurs pays africains cherchent cependant à utiliser la propriété intellectuelle pour accroître la valeur ajoutée de leurs produits agricoles (tels que le café), de leurs connaissances traditionnelles et de leurs ressources génétiques, par exemple, par l'utilisation de marques et d'indications géographiques. Le secteur informel africain est particulièrement apte à s'approprier des connaissances pour permettre une innovation rapide, répondant aux besoins locaux. Les participants examineront le rôle de l'innovation et de la propriété intellectuelle dans le processus de développement de l'Afrique et la contribution que peuvent apporter les partenaires en améliorant le transfert de technologie et en fournissant une assistance technique plus ciblée. Il sera question en particulier de l'innovation dans l'économie informelle et de sa contribution à la part

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST47 Salle S1	Comité économique et social européen (CESE) Organisation internationale du travail (OIT)	Le commerce et le travail décent dans l'économie mondialisée Les données provenant d'études sur les interactions entre le commerce et le travail ne sont pas concluantes. L'impact du commerce sur la qualité des emplois en termes de salaires, de conditions de travail, de formalisation et d'élimination du travail des enfants et du travail forcé est encore plus difficile à évaluer. Néanmoins, des accords et autres arrangements commerciaux récents prévoient des engagements concernant les normes du travail et exigent que les parties réaffirment et mettent en œuvre leurs obligations en tant que membres de l'OIT. Des dispositions unilatérales accordent aussi des préférences supplémentaires aux pays qui appliquent effectivement les conventions fondamentales de l'OIT. La catastrophe du Rana Plaza au Bangladesh a montré que des mesures supplémentaires pouvaient être nécessaires pour promouvoir des conditions de travail décentes dans une économie mondialisée. Cette séance de travail vise à analyser les interactions entre le commerce et le travail décent dans un monde globalisé. Les participants chercheront aussi à analyser l'efficacité des engagements relatifs au travail pris dans le cadre des accords commerciaux.

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A20 Salle D	Division du commerce et de l'environnement de l'OMC	Les normes d'étiquetage nutritionnel – Protéger la santé et informer les consommateurs Avec la sensibilisation grandissante aux risques liés à la mauvaise alimentation, les parties prenantes (gouvernements, organismes de normalisation, organisations intergouvernementales et entreprises des secteurs concernés) répondent de plus en plus souvent aux demandes de renseignements nutritionnels exprimées par les consommateurs. Il existe diverses approches pour répondre à ces demandes. Cependant, à travers le monde, différents organismes préconisent différents types de normes et de programmes en matière d'étiquetage nutritionnel, ce qui peut affecter le commerce. Cette séance réunira des représentants des principales parties prenantes pour échanger des vues et de pren

I2De1as5

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
<p>ST48 Salle S2</p>	<p>Division de la propriété intellectuelle de l'OMC</p>	<p>Politique des marchés publics, règles en matière de commerce international et pays en voie de développement</p> <p>L'accès à des infrastructures et à des services publics adéquats et efficaces est vital, non seulement pour le bien être de la société, mais aussi pour l'expansion du commerce et le développement économique. Les infrastructures et les services connexes sont généralement financés par des fonds publics. Des systèmes de marchés publics transparents et prévisibles favorisent la concurrence et aident à optimiser les dépenses. Ils peuvent réduire le profil de risque dans les marchés publics, encourager une participation internationale plus large, contribuer à attirer des fonds pour les grands projets d'infrastructure et contribuer au transfert de technologie et au renforcement des capacités locales. Ils donnent aussi la possibilité de renforcer la compétitivité des entreprises locales et les possibilités d'exportation. Au moment où l'Afrique s'engage dans un grand programme d'infrastructure à long terme axé sur le développement, les participants examineront comment la politique de passation des marchés et les disciplines connexes peuvent contribuer à la réussite de ce programme. Des experts et des praticiens issus des gouvernements, des entreprises, des organisations internationales, des partenaires de développement et de la société civile dialogueront pour identifier des solutions qui donnent des résultats mutuellement satisfaisants.</p> <p>Intervenants</p> <ul style="list-style-type: none"> € Harsha Singh, Senior Associate, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) and Senior Fellow, International Institute for Sustainable Development (IISD) € Jan Jackholt, Director of Procurement, European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) € Kodjo Osei-Lah, World Trade Organization Secretariat € Anna Müller, World Trade Organization Secretariat € Kamala Dawar, Faculty of Law, University of Sussex <p>Modérateur</p> <ul style="list-style-type: none"> € Rob Anderson, Counsellor and Team Leader for Government Procurement, World Trade Organization Secretariat

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)